

# ENGAGEMENTS FP2020



GOVERNEMENT DE LA GUINÉE

[HTTP://WWW.FAMILYPLANNING2020.ORG/GUINEA](http://www.familyplanning2020.org/guinea)

*Le gouvernement de la Guinée a mis à jour son engagement au Sommet sur la planification familiale à Londres, Royaume-Uni, le 11 juillet 2017.*

## RÉSUMÉ

La République de Guinée s'engage à améliorer son système de santé en général après la maladie à virus Ebola et la planification familiale en particulier. Cet engagement se traduira par :

1. La mise sous contraceptifs de 188 000 femmes additionnelles entre 2017 et 2020 pour se conformer aux recommandations de la phase d'accélération 2016-2020 du PO et les objectifs ambitieux de FP2020  
**Pour atteindre cet objectif, la Guinée va:**
2. Utiliser 5000 agents communautaires par la délégation de tâches pour atteindre 80% des populations notamment en zone rurale conformément à la nouvelle politique de santé communautaire d'ici fin 2018
3. Renforcer d'ici début 2018 le système logistique des produits de santé, y compris les produits contraceptifs à travers la capacitation des 8 dépôts régionaux du pays et la formation de 10 spécialistes en prévision et quantification des produits de santé de la reproduction dont la PF. Ceci permettra d'améliorer l'approvisionnement en produits les formations sanitaires et les populations les plus éloignées.
4. Financer l'achat de 50% des contraceptifs par la création et l'alimentation d'une ligne budgétaire dans le Budget du ministère de la santé d'ici fin 2018. En outre, le gouvernement impliquera les sociétés minières, de pétrole et les sociétés téléphoniques notamment dans l'achat des contraceptifs
5. Intégrer l'offre des services de PF dans toutes les infirmeries scolaires et universitaires, les espaces jeunes (Blue zones), les centres d'écoute et d'orientation des jeunes et dans les milieux non traditionnels dont 140 salons de coiffure et 70 ateliers de coutures d'ici fin 2018.

A travers ces actions, la Guinée compte augmenter sa prévalence contraceptive de 9 à 22% d'ici 2020.

## IMPACT ANTICIPÉ

1. 50% des filles et femmes nouvelles utilisatrices seront sous méthodes de longue durée d'action
2. 50% des filles et femmes nouvelles utilisatrices seront sous autres méthodes
3. 90% des structures ne connaîtront pas de ruptures de stocks de plus de 30 jours durant 1 année
4. 50% des villages auront des agents communautaires offrant toutes les méthodes contraceptives y compris le Sayana Press

**ENGAGEMENT 1:** La mise sous contraceptifs de 188 000 femmes additionnelles entre 2017 et 2020 pour se conformer aux recommandations de la phase d'accélération 2016-2020 du PO et les objectifs ambitieux de FP2020.

### *Impact attendu*

1. 50% des filles et femmes nouvelles utilisatrices seront sous méthodes de longue durée d'action
2. 50% des filles et femmes nouvelles utilisatrices seront sous autres méthodes
3. 90% des structures ne connaîtront pas de ruptures de stocks

### *Actions proposées*

1. Des actions de plaidoyer seront menées lors des campagnes CARMMA pour partager ces engagements et sensibiliser le Gouvernement, l'Assemblée Nationale, la société civile y compris le secteur privé, les ONG pour plus d'engagement.

2. La Direction Nationale de Santé Familiale et de Nutrition sera le responsable de ces actions en partenariat avec les OSC, le secteur privé et les départements sectoriels

**ENGAGEMENT 2:** Utiliser 5000 agents communautaires par la délégation de tâches pour atteindre 80% des populations notamment en zone rurale conformément à la nouvelle politique de santé communautaire d'ici fin 2018

*Impact attendu*

1. 5000 agents communautaires seront désignés et formés pour offrir les méthodes contraceptives y compris le sayana press à 60% des filles et femmes nouvelles utilisatrices
2. 90% de ces agents communautaires ne connaîtront pas de ruptures de stocks

*Actions proposées*

1. Des actions de plaidoyer seront menées à l'endroit du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers pour mobiliser des ressources en vue de mettre en œuvre les plans de travail contenant cet engagement
2. La Direction Nationale de Santé Familiale et Nutrition, la Direction Nationale de la Santé Communautaire et la Direction des Laboratoires et Pharmacies seront les responsables de ces actions en partenariat avec les Directions Régionales et Préfectorales de la Santé, les OSC, le secteur privé et les départements sectoriels

**ENGAGEMENT 3:** Renforcer d'ici début 2018 le système logistique des produits de santé, y compris les produits contraceptifs à travers entre autre l'amélioration du système d'information logistique et la capacitation des 8 dépôts régionaux du pays. Ceci permettra d'améliorer l'approvisionnement en produits les formations sanitaires et les populations les plus éloignées.

*Impact attendu*

1. Le système logistique des produits de santé, y compris les produits contraceptifs à travers la capacitation des 8 dépôts régionaux du pays est renforcé d'ici début 2018.
2. La quantification tient compte des données de consommation réelle chaque année
3. 90% des structures ne connaîtront pas de ruptures de stocks
4. 100% des populations les plus éloignées auront accès aux produits

*Actions proposées*

1. Des actions de plaidoyer annuelles seront menées à l'endroit du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers pour mobiliser des ressources en vue de mettre en œuvre les plans de travail contenant cet engagement
2. La Direction Nationale de laboratoire et des pharmacies sera le responsable de ces actions en partenariat avec la Direction nationale de la santé familiale, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers

**ENGAGEMENT 4:** Financer l'achat de 50% des contraceptifs par la création et l'alimentation d'une ligne budgétaire dans le Budget alloué au ministère de la santé d'ici fin 2018. En outre, le gouvernement impliquera les sociétés minières, de pétrole et les sociétés téléphoniques notamment dans l'achat des contraceptifs.

*Impact attendu*

1. Une ligne budgétaire est créée au sein du ministère de la santé pour acheter 50% des besoins en contraceptifs
2. Les sociétés minières, de pétrole et les sociétés téléphoniques contribueront à l'achat des contraceptifs
3. 100% des structures sanitaires et des ASC auront les contraceptifs disponibles pour garantir l'accès à 100% des filles et femmes qui en auront besoin

*Actions proposées*

1. Des actions de plaidoyer seront menées à chaque rencontre trimestrielle avec la commission santé de l'Assemblée Nationale et les campagnes CARMMA.

2. La Direction nationale de la santé familiale et de Nutrition et La Direction Nationale de laboratoire et des pharmacies seront les responsables de ces actions

**ENGAGEMENT 5:** Intégrer l'offre des services de PF dans 100% des infirmeries scolaires, universitaires et des espaces jeunes (Blue zones), centres d'écoute et d'orientation des jeunes et dans les milieux non traditionnels dont 140 salons de coiffure et 70 ateliers de coutures d'ici fin 2018 d'ici fin 2018.

#### *Impact attendu*

1. 100% des filles, femmes et adolescents jeunes auront accès aux méthodes contraceptives dans toutes les infirmeries scolaires, universitaires et des espaces jeunes (Blue zones), centres d'écoute et d'orientation des jeunes et dans les milieux non traditionnels (salons de coiffure et ateliers de coutures) d'ici fin 2018
2. 100% des structures de santé ne connaîtront pas de rupture de stocks

#### *Actions proposées*

1. Des actions de plaidoyer seront menées à l'endroit du Gouvernement, à l'assemblée pour plus de volonté à mobiliser les ressources pour la mise en œuvre de cet engagement.
2. La Direction Nationale de Santé Familiale et de Nutrition sera le responsable de ces actions en partenariat avec la Direction nationale de l'éducation, la santé scolaire et les départements sectoriels du secteur privé

---

*Le texte qui suit résume l'engagement pris par l'honorable Dr Mama Keita, alors Ministre de la Santé, au nom du gouvernement de la Guinée à la Conférence internationale sur la planification familiale, le 15 novembre 2013.*

La Guinée s'engage à réduire les besoins non satisfaits de planification familiale de plus de la moitié d'ici à 2018 grâce à des mesures telles que l'amélioration de l'accès aux services de planification familiale grâce à des prestations de services communautaires, le recrutement d'un personnel de santé plus nombreux, et le financement du poste budgétaire relatif à l'achat de contraceptifs.

#### **Objectifs**

1. Augmentation du taux de prévalence de la contraception moderne (mCPR) qui passera de 7 % en 2013 à 22,1 % en 2018 (ce qui correspond à 252 000 femmes de 15 à 49 ans utilisant des méthodes modernes de contraception en 2013 contre 772 000 femmes en 2018).
2. Réduction du besoin non satisfait de planification familiale qui passera de 44 à 20 %.

#### **Engagements financiers**

La Guinée s'engage à allouer 743 493 dollars par an entre 2014 et 2018 pour l'achat de contraceptifs, soit 50 % du coût des produits contraceptifs. Le gouvernement s'engage également à renforcer les mécanismes de transparence et d'éligibilité ainsi qu'à rechercher d'autres types de ressources de planification familiale.

#### **Politique et engagements politiques**

Le gouvernement de la Guinée s'engage à finaliser et à diffuser le plan national visant à accélérer les progrès en matière de planification familiale avant le 31 décembre 2013. Il s'engage également à renforcer les instruments institutionnels 2 pour établir des politiques et des structures qui accélèrent efficacement les progrès en matière de planification familiale. En particulier, la Guinée s'engage à institutionnaliser la Campagne nationale en faveur des services de planification familiale et à améliorer le statut institutionnel de la planification familiale en créant une Division de la planification familiale au sein de la Direction nationale de la santé familiale et de la nutrition. Le gouvernement s'engage également à faire respecter d'ici 2018 l'âge légal du mariage de 18 ans conformément au Code de l'enfance.

#### **Engagements concernant le programme et les prestations de services**

Le gouvernement s'engage à améliorer l'accès des populations locales à toutes les méthodes de planification familiale grâce à la prestation de services communautaires et à l'augmentation de la couverture des services en prenant en compte le secteur privé et les structures de la société civile dans la fourniture de services de planification familiale. Le gouvernement s'engage à intégrer les services de santé sexuelle et reproductive des jeunes dans les services de base des structures de santé dans deux à huit régions administratives d'ici 2018.

*The Government of Guinea updated its commitment at the Family Planning Summit in London, UK on July 11, 2017. The following summarizes the government's family planning goals and policy, financial, and programmatic pledges. The full commitment will be provided here soon.*

The Republic of Guinea is committed to improving its overall health system after the Ebola virus disease and family planning in particular. This commitment will result in access to contraceptives for 188,000 additional women between 2017 and 2020 to comply with the recommendations of the 2016-2020 acceleration phase of the action plan and the ambitious FP2020 goal. To achieve this goal, Guinea will: deploy 5000 community workers by the delegation of tasks to reach 80% of the population especially in rural areas under the new Community Health Policy by end of 2018; strengthen by early 2018 the logistics system of health products, including contraceptives, through the strengthening of 8 regional depots in the country and the training of 10 specialists in forecasting and quantification of reproductive health products. This will improve product supply to health facilities serving the most remote populations. The Government will finance the purchase of 50% of contraceptives by creating and allocating funds to a budget line for the Ministry of Health by the end of 2018. In addition, the government will involve mining, oil and phone companies in the purchase of contraceptives; and integrate the supply of FP services in all school and university infirmaries, youth spaces (blue areas), listening centers and youth policy and in non-traditional environments which includes 140 hair salons and 70 workshops by the end of 2018. Through these actions, Guinea is planning to increase contraceptive prevalence from 9 to 22% by 2020.

---

*The following text summarizes the commitment made by then-Minister of Health Hon. Dr. Mama Keita on behalf of the Government of Guinea at the International Conference on Family Planning on November 15, 2013.*

### **Objectives**

1. Increase the modern contraceptive prevalence rate (mCPR) from 7 percent in 2013 to 22.1 percent in 2018 (corresponds to 252,000 women ages 15-49 using modern contraceptive methods in 2013 to 772,000 women in 2018)
2. Decrease the unmet need for family planning from 44 percent to 20 percent

### **Financial Commitments**

Guinea commits to appropriating \$743,493 annually from 2014 to 2018 for the purchase of contraceptives, constituting 50 percent of the cost of contraceptive products. The government also pledges to strengthen transparency and eligibility mechanisms as well as search for other types of resources of family planning.

### **Policy & Political Commitments**

The Government of Guinea commits to finalizing and disseminating the national plan for accelerating progress on family planning by Dec. 31, 2013. It also commits to strengthening institutional instruments to establish policies and structures that effectively accelerate progress on family planning. The government commits to elaborating and disseminating legislation on reproductive health. In particular, Guinea commits to institutionalizing the National Campaign for Family Planning Services and elevating the institutional standing of family planning by creating a Family Planning Division within the National Directorate for Family Health and Nutrition. The government also pledges to enforce by 2018 the legal marriage age of 18 years old in accordance with the Children's Code. 4

### **Program & Service Delivery Commitments**

The government commits to improving the access of local populations to all family planning methods by using community based service provision and increasing service coverage by taking into account private sector and civil society structures in supplying family planning services. The government commits to integrating youth sexual and reproductive health services into the basic services of health structures in two to eight administrative regions by 2018.

Guinea also pledges to recruiting 2,000 health workers in 2014, at a cost of USD \$3.5 million. Each year until 2017, the government will recruit an additional workforce of 51 midwives, 111 government-registered nurses for rural areas, and will train 300 health technicians to serve as midwives.

Guinea will continue the roll-out of long-acting and permanent methods in 15 health districts currently lacking them. Guinea also pledges to improve forecasts and data management to optimize the family planning supply chain.

In addition, the government will strengthen results-driven coordination, monitoring and evaluation, and accountability mechanisms. Guinea commits to developing partnerships with the private sector to enhance financing for family planning.